

FESTIVAL DES MIGRATIONS

La cocréation d'un contre-espace public

María Elorza Saralegui

Ce week-end, le Festival des migrations revient pour une 43e édition à Luxexpo. Un moment de partage qui permet aux associations participantes de revendiquer leur place culturelle, économique et sociale dans la société.

Événement incontournable de la vie associative au Luxembourg, le Festival des migrations, des cultures et de la citoyenneté est une perle rare, même à l'échelle européenne. Depuis sa création en 1981, il est devenu « un des plus importants festivals focalisés sur les questions migratoires » en Europe, note Mathieu Viau-Courville. Pour le chargé de projets interculturels au Comité de liaison des associations d'étrangers (Clae), l'approche participative rend le festival unique. Une approche qu'il résume en quelques mots : « Avec, pour et par. »

Certes, le Clae, regroupant environ 200 associations, agit en tant que facilitateur, d'abord en sélectionnant les propositions reçues chaque année, puis en s'occupant des questions logistiques concernant l'espace afin que les associations puissent se concentrer sur leurs stands et événements. Or, « le programme du festival est cocréé avec, pour et par les acteurs du milieu associatif politique, social et culturel du Luxembourg », précise Mathieu Viau-Courville, dont c'est la

première année à la tête de cet événement rassemblant entre 30.000 et 35.000 visiteur·euses. Le temps d'un week-end, des débats, des ateliers, de la danse, des concerts, des tables rondes et des performances comiques se succèdent dans un espace bouillonnant de musique où plus de 400 stands incitent au partage, aux rencontres et à l'échange culturel à travers des plats préparés sur place, de l'art, des livres et des produits artisanaux.

L'approche de coconstruction du Festival doit rester inchangée, car elle représente pour le Clae la meilleure façon de « faire société ensemble ».

« On essaie de donner le plus d'espace possible aux participants, ce qui présente un défi logistique », explique Mathieu Viau-Courville. Alors que le premier festival avait été créé par des personnes majoritairement migrantes de l'Italie et du Portugal, depuis, le nombre de propositions de la part de différentes associations augmente chaque année. Soucieux de représenter le Luxembourg, le Clae essaie de veiller à ce que le festival reflète le métissage culturel grandissant : « La relation avec le Luxembourg et avec le Clae, la volonté de travailler avec nous tout au long de l'année sont nos principaux critères à l'heure de faire le choix entre les associations voulant participer. » Le coordinateur souligne ainsi la sous-représentation des personnes issues des pays tiers dans la vie culturelle du pays et donc l'importance de leur place au festival, tout comme l'importance des associations représentant le patrimoine luxembourgeois, le bloc distinctif entre immigrant·es et Luxembourgeois·es étant « un imaginaire » : « Le festival ne fonctionne pas en termes de nationalité. Il prend plutôt le pouls des dynamiques sociales actuelles. C'est-à-dire qu'il représente un portrait du Luxembourg

d'aujourd'hui, en termes de population, de préoccupations actuelles et de revendications », note le coordinateur. Ce n'est pas par hasard que le Clae constate aussi qu'un nombre croissant d'associations travaillent ensemble au-delà des frontières, alors que des réseaux naissent entre les résident·es au grand-duché, des frontalier·ères, des diasporas et des communautés à l'international.

En mettant en avant la figure de l'étranger·ère en tant que porteur·euse de culture, l'espace créé par le festival rappelle également les droits sociaux et économiques acquis jusqu'à maintenant ainsi que le chemin encore à parcourir. Plus de 40 ans après la première édition, la revendication principale du « Festival de l'immigration », comme on l'appelait dans les années 1980, elle, n'a toutefois pas changé : liée au mouvement des travailleur·euses, la demande pour les immigré·es de droits égaux à ceux de la population née luxembourgeoise, permettant ainsi de participer pleinement à la société, n'a rien perdu de son actualité. L'accueil des étranger·ères est de plus en plus fragilisé et les droits des immigrant·es et réfugié·es sont remis en question, tant au Luxembourg que dans d'autres pays européens. « Il y a une certaine peur, de la polarisation et beaucoup de désinformation », note le chargé de projets interculturels du Clae. « Depuis 40 ans, le festival a pourtant aidé à déconstruire ces préjugés par rapport à l'étranger. »

Dans ce contexte, selon Mathieu Viau-Courville, le Festival des migrations agit en tant que projet culturel, renforçant le tissu associatif et la participation démocratique dans le pays. « Il est là en complément du milieu culturel, mais aussi pour promouvoir et mettre en avant la voix citoyenne, parce que même si le Luxembourg se revendique comme un modèle de diversité, cela n'en fait pas nécessairement un pays inclusif », critique le coordinateur. La cohésion sociale dépend de la lutte contre les inégalités et donc d'un accueil et d'une intégration réussis. Mais la véritable inclusion est « décisionnelle », dit-il. Car que ce

Pas de discours politique

En partie chahuté l'année passée par des manifestant·es propalestinien·es, le premier ministre ne donnera pas de discours politique pour cette 43e édition du Festival des migrations, des cultures et de la citoyenneté. « La demande est arrivée assez tôt, et nous avons donc réfléchi ensemble à d'autres formes d'échange, moins formelles, mais en gardant à l'esprit l'expérience visiteur », explique Mathieu Viau-Courville, le coordinateur du festival. À la place d'un discours, un verre de l'amitié inaugurera le festival, samedi 21 mars à 11h15. Il sera suivi par des prises de parole, entre autres de la présidente du Clae, Coumba Fall, et du ministre de la Famille, Max Hahn, ainsi que par l'arrivée du grand-duc à 14h30. L'actualité s'imposera-t-elle tout de même à nouveau cette année ? « Oui, sûrement, puisque des sujets comme le retour à la guerre préoccupent la société luxembourgeoise. Cela va être intéressant de voir comment les associations les représentent et d'observer les échanges qui en dérivent », note Mathieu Viau-Courville.

Un espace de rencontres, mais aussi un outil pour repenser l'inclusion : chaque année, le Festival des migrations crée un contre-espace revendiquant les droits de tous-tes à se manifester – culturellement et politiquement.



COPYRIGHT : FOTINI KAPRELOU

soit pour le logement ou pour l'accès à l'emploi, à la santé, voire à la culture, le modèle actuel est décidé par une partie précise de la population qui en bénéficie, pour la plupart de nationalité luxembourgeoise, parlant les quatre langues principales du pays – luxembourgeois, français, allemand et anglais – et aisée. Mathieu Viau-Courville revendique un contre-espace public plus équitable, en rapport avec les racines activistes du festival, afin d'amplifier les voix de ceux qui sont peu ou pas écoutés dans la société : « Qui peut avoir une voix au Luxembourg pour raconter son histoire et pour prendre des décisions ? Afin de définir notre patrimoine culturel et social, il faut que tous les citoyens soient inclus dans le dialogue. On doit davantage décentraliser le pouvoir. »

Face à la fragilisation continue des droits sociaux – au Luxembourg comme ailleurs –, aux inégalités et au risque de pauvreté qui atteint une partie croissante de la population, le Clae se montre inquiet et veut « rappeler un principe essentiel : le devoir de résistance ».

Malgré son succès, l'approche participative du festival n'est pas toujours bien comprise, note Mathieu Viau-Courville. Alors que les rencontres et le dialogue se poursuivent avec des représentants du gouvernement, notamment avec le ministre de la Famille, Max Hahn (DP), et que le Clae continue à toucher des subsides publics, l'organisation doit continuer à justifier l'importance du festival, au moins dans son format actuel. « Cela reste un des défis délicats », dit Mathieu Viau-Courville. Le Clae est ouvert à de nouvelles idées, comme le

démontre le « Young Maker Space », un nouvel espace ludique au sein du festival dédié à la jeunesse. Le « goût de l'engagement, de la solidarité et du débat démocratique » commence dès le plus jeune âge, a ainsi précisé la présidente du Clae, Coumba Fall, lors d'une allocution publique transmise à la presse le 16 mars. L'approche de coconstruction du festival doit rester inchangée, car elle représente pour le Clae la meilleure façon de « faire société ensemble », donc, de construire une société plus inclusive. En effet, là où le gouvernement préfère parler d'un « vivre-ensemble », le Clae critique cette connotation trop passive et revendique une citoyenneté active : « La tournure 'vivre ensemble' relève d'un glissement sémantique, qui ne remet pas en question par qui et comment sont construites notre société et nos lois ni comment sont prises les décisions politiques. Il nous faut pouvoir mettre en question le rôle des institutions et créer, faire société entre tous », réclame Mathieu Viau-Courville.

Pour les associations accompagnées par le Clae, cette façon d'exister et de penser leur rôle dans la société est pourtant sujette à de nombreux défis, alors qu'elles font face à des démarches administratives de plus en plus difficiles à exécuter : « Nous passons d'un monde où le militant associatif était d'abord engagé pour sa communauté à un monde où l'acteur engagé est avant tout un administrateur compétent », note Coumba Fall dans son allocution. De petits pas, comme l'ouverture d'un compte bancaire, peuvent devenir « extrêmement difficiles », dénonce-t-elle auprès du

woxx : « Les associations font un travail extraordinaire, mais beaucoup sont très petites et manquent de ressources humaines, de marketing et de compétences. Cela finit par en décourager une grande partie : on ne les écoute pas, alors qu'elles ont un rôle à jouer dans l'avenir du pays. »

« Le vécu et le savoir-faire importés par une personne qui immigré dans un pays créent de la résilience dans la société. »

Face à la fragilisation continue des droits sociaux – au Luxembourg comme ailleurs –, aux inégalités et au risque de pauvreté qui atteint une partie croissante de la population, le Clae se montre inquiet et veut « rappeler un principe essentiel : le devoir de résistance », dit la présidente lors de son allocution. « Cette résistance, y compris au Luxembourg, ne peut s'organiser que par l'existence d'une société civile forte. Nous rappelons l'importance d'être des citoyens pleinement engagés. De pouvoir remettre en question l'ordre établi. De manifester sans crainte. D'être entendus par les pouvoirs publics », ajoute-t-elle.

En plus d'un soutien continu du gouvernement, le Clae milite ainsi pour la création d'un ministère de la Citoyenneté. Cette revendication « est toujours à l'ordre du jour », constate Coumba Fall. Bien qu'il y ait eu des évolutions dans ce sens, notamment

au niveau local, où plusieurs communes organisent des initiatives, des projets associatifs ou des journées d'orientation, « pour nous, tout cela n'est qu'un premier pas. Mais il reste encore du travail » – notamment pour arriver à un droit de vote aux élections législatives plus représentatif. La résistance réclamée par la présidente n'est « pas violente, mais organisée », comme elle l'explique au woxx. Coumba Fall évoque les traques humaines à Minneapolis, aux États-Unis, où les communautés locales se sont organisées pour aider leurs voisines. « Mais je ne pense pas qu'aux immigrés. Aucun de nous ne peut baisser les bras. »

Un engagement qui peut être réalisé sous forme de bénévolat ainsi que sous forme de participation politique ou culturelle. Une fois par an, le Festival des migrations dévoile cet engagement et permet d'avancer en informant et en valorisant le savoir-faire et l'expérience des participant·es et visiteur·euses. « Tout le vécu importé par une personne qui immigré dans un pays, ce savoir-faire qui n'est pas seulement économique, mais aussi culturel et social, cela apporte de l'innovation sociale, fait avancer la réflexion collective et donc, finalement, crée de la résilience dans la société », note Mathieu Viau-Courville.

Les 21 et 22 mars, à Luxexpo The Box (10, circuit de la Foire internationale, L-1347 Luxembourg). L'entrée est gratuite.